



**HAL**  
open science

## **Le Rassemblement national entre forces et faiblesses**

Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Gilles Ivaldi. Le Rassemblement national entre forces et faiblesses. Bruno Cautrès; Anne Muxel. Le vote sans issues. Chroniques électorales 2024, Presses Universitaires de Grenoble, pp.169-180, 2025, Libres Cours Politique, 9782706156915. <hal-05068475>

**HAL Id: hal-05068475**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-05068475v1>**

Submitted on 15 May 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# Le Rassemblement national entre forces et faiblesses

Gilles Ivaldi

Ce texte est la version pre-print du chapitre : Ivaldi, Gilles (2025) Le Rassemblement national entre forces et faiblesses, in Muxel, Anne et Cautrès, Bruno (dir.) *Le Vote sans issues. Chroniques électorales 2024*, Presses Universitaires de Grenoble/UGA éditions, pp.169-180. <https://www.pug.fr/produit/2168/9782706156915/le-vote-sans-issues>

## Résumé

Les élections législatives de juin 2024 ont été marquées par une poussée sans précédent du Rassemblement national (RN). Porté par son succès aux européennes quelques semaines plus tôt, le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella a consolidé son implantation pour s'imposer comme force politique majeure à l'occasion du premier tour des législatives avec 29,3 % des voix. En dépit de ce succès historique, le scrutin législatif a mis en évidence certaines des faiblesses d'un mouvement encore marqué du sceau de l'extrême-droite et mal préparé à l'épreuve du pouvoir, confronté à un front républicain revigoré.

Les élections législatives de juin 2024 ont été marquées par une poussée sans précédent du Rassemblement national (RN). Porté par son succès aux européennes quelques semaines plus tôt, le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella s'est imposé comme force politique majeure à l'occasion du premier tour des législatives avec 29,3 % des voix. En dépit de ce succès historique, le scrutin législatif a mis en évidence certaines des faiblesses d'un mouvement encore marqué du sceau de l'extrême-droite et mal préparé à l'épreuve du pouvoir, confronté à un front républicain revigoré.

## Le Rassemblement national en forces

Ce nouveau succès prend place dans le sillage immédiat des européennes et du score record de 31,4 % des suffrages, 7,7 millions de voix et 30 sièges obtenus par la liste de Jordan Bardella <sup>1</sup>. Tout au long de la campagne des législatives, le RN tient la tête des sondages avec plus de 30 % des intentions de vote. Au premier tour, le parti de Marine Le Pen peut s'appuyer sur son socle électoral de plus de 90 % de ses électeurs des européennes parmi les votants (ENEF V6). Le RN capitalise en outre sur la popularité de son jeune président : ce dernier domine le palmarès des « premier-ministrables » avec 36 % d'opinions positives contre 32 % pour Edouard Philippe, 29 % pour Gabriel Attal et seulement 11 % pour Jean-Luc Mélenchon (ENEF V6).

Au-delà de l'effet de proximité (*coattail effect*) des européennes, la poussée du RN s'inscrit dans une série de performances à la hausse depuis 2017. Hormis les reculs enregistrés en période de pandémie de Covid-19, le mouvement lepéniste a renforcé sa présence dans tous les scrutins nationaux depuis l'élection d'Emmanuel Macron, avec pour point culminant les 41,5 % des voix recueillis par la candidate d'extrême-droite au second tour de la

---

<sup>1</sup> En 2019, le RN avait totalisé 23,3 % des exprimés et 5,3 millions de voix, et obtenu 22 sièges.

présidentielle de 2022. Ses 13 millions d'électorales et d'électeurs ont, depuis, constitué un réservoir important en voix : parmi celles et ceux d'entre eux qui ont voté au premier tour des législatives, les candidats du RN ont réuni près de 8 voix sur 10 (ENEF V7).

Au soir du premier tour, le parti lepéniste et ses alliés réunissent 33,3 % des exprimés et quelque 10,7 millions de voix. Pour sa part, Reconquête sort totalement laminé du scrutin législatif avec 0,75 % des suffrages et le départ de ses principales têtes d'affiche. En juin 2024, le vote utile à l'extrême-droite aura fonctionné à plein : 7 électeurs d'Éric Zemmour sur 10 présents aux urnes se sont tournés vers un candidat du RN, contre moins de 2 sur 10 lors des législatives de 2022 (ENEF V7).

Le score du RN représente un record absolu pour l'extrême-droite à une élection législative et dépasse même en voix la performance de Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 avec 8 millions de voix. Pas moins de 37 candidats du RN sont élus dès le premier tour, essentiellement dans les bastions du nord-est et du bassin méditerranéen <sup>2</sup>.

Ce succès de premier tour est d'autant plus remarquable qu'il est obtenu dans un contexte de forte mobilisation et que la campagne du RN aura été marquée par les approximations et les controverses. Présenté relativement tardivement, le lancement du programme de la formation lepéniste sera accompagné de nombreuses hésitations sur certaines des mesures phares du parti, concernant notamment le pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires, l'interdiction des signes religieux, l'abrogation de la réforme des retraites de 2023 ou les prix planchers dans le monde agricole. A cela viendra s'ajouter une polémique inattendue sur la proposition du RN d'exclure les binationaux de certains postes publics.

La séquence législative aura également témoigné de l'impréparation du RN et de son manque de professionnalisation. L'échec du « plan Matignon » mis en place en interne par Philippe Olivier et Gilles Pennelle, visant à établir une liste de candidats pour d'éventuelles législatives anticipées, illustre le déficit d'implantation locale de la formation de Marine Le Pen. Cette difficulté de trouver des personnalités crédibles sur le terrain se double de révélations sur le profil sulfureux de certains de ses candidats et la présence de propos racistes, antisémites et complotistes sur les réseaux sociaux <sup>3</sup>.

## **Consolidation électorale**

Présent au premier tour dans 501 circonscriptions –63 étaient laissées à ses alliés Ciottistes– le RN vire en tête dans 259 circonscriptions contre 110 en 2022. Le parti de Marine Le Pen progresse sur l'ensemble du territoire (+14,4 points en moyenne) et d'autant plus qu'il était déjà fort en 2022 <sup>4</sup>. Le RN retrouve ses zones de force traditionnelles dans le nord-est, la périphérie de l'Ile-de-France, le grand pourtour méditerranéen et la vallée de la Garonne. Il demeure encore plus faible comparativement en Bretagne ou dans la pointe sud-ouest du pays.

---

<sup>2</sup> Pour beaucoup, il s'agit de députés sortants et de cadres nationaux, Marine Le Pen en tête, mais aussi Sébastien Chenu, Franck Allisio, Bruno Bilde ou Edwige Diaz.

<sup>3</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/france/210624/racisme-plus-de-40-candidats-rn-en-roue-libre-sur-les-reseaux-sociaux>

<sup>4</sup> La corrélation est de 0,5 entre son niveau de 2022 et ses gains entre les législatives au niveau des circonscriptions.

Le RN arrive en première position dans plus des deux tiers des circonscriptions en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le Centre-Val de Loire, dans les Hauts-de-France, dans le Grand Est et en Bourgogne-Franche-Comté. Ses gains sont spectaculaires dans le département des Alpes-Maritimes où le soutien d'Éric Ciotti aura, semble-t-il, joué à plein. La formation lepéniste confirme en outre son implantation croissante dans l'Outre-Mer, là-même où Marine Le Pen avait capitalisé sur la colère sociale lors de la présidentielle de 2022. Présents presque partout, les candidats du RN enregistrent de fortes progressions à la Réunion et à Mayotte, notamment, et se qualifient pour le tour décisif dans 11 des 27 circonscriptions ultra-marines.

Comme lors des scrutins récents, la géographie du vote RN au premier tour des législatives témoigne de l'ancrage du parti d'extrême-droite dans les petites et moyennes communes et sa plus faible audience dans les principales métropoles et capitales régionales : en moyenne, le RN recueille plus de 40 % des voix dans les communes de moins de 2 000 habitants contre moins de 20 % dans les villes de plus de 200 000 habitants.

Reffet de l'implantation de l'extrême-droite dans une France des zones péri-urbaines et rurales, le RN fait une nouvelle fois ses meilleurs scores dans les circonscriptions où la part des actifs en emploi se déplaçant principalement en voiture pour aller travailler est plus élevée (corrélation de 0,7). Dans ces périphéries à distance des centres urbains, la question des transports et des prix du carburant, en particulier, a acquis une plus forte résonance et elle a fait l'objet de toutes les attentions du RN depuis plusieurs années. En juin 2024, le programme législatif promet encore une « baisse de la TVA sur l'ensemble des produits énergétiques ». La feuille de route de Jordan Bardella prévoit également de renoncer à « une écologie punitive et des normes qui pénalisent à la fois le pouvoir d'achat et la croissance ».

La géographie du vote RN révèle d'importants effets de composition sociale, de diplôme, de revenus, d'accès aux services publics ou au marché de l'emploi, dans des territoires marqués par la fragilisation sociale des espaces ruraux dans lesquels les catégories populaires et les ménages les plus modestes sont sur-représentés <sup>5</sup>. Il s'agit aussi de zones exposées aux questions de délinquance et d'insécurité économique, dans des départements à forte présence immigrée <sup>6</sup>.

En juin 2024, les motivations des électrices et électeurs RN ont une nouvelle fois répondu au triptyque désormais bien établi : immigration (77 %), pouvoir d'achat (69 %) et sécurité (43 %) (IPSOS 2024 Comprendre le vote).

Une telle structure d'enjeux témoigne du rééquilibrage qui s'est opéré à l'extrême-droite. Depuis plus d'une dizaine d'années, Marine Le Pen a fait de la question sociale un axe majeur de son programme, articulée à la question de la hausse des prix, de la retraite et de l'accès aux services publics, positionnant son mouvement à gauche sur nombre de ces enjeux. Dans un contexte socio-économique post-pandémie tendu, ce « social-populisme » a permis au RN d'asseoir un peu plus sa domination dans les catégories sociales les plus vulnérables <sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> Cf. Dossier INSEE, Une nouvelle définition du rural pour mieux rendre compte des réalités des territoires et de leurs transformations, 29 avril 2021.

<sup>6</sup> Cf. Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach (2024) Comprendre la géographie du vote RN en 2024, Institut Terram, Septembre

<sup>7</sup> Cf. Ivaldi, Gilles (2022) Le vote Le Pen, in Perrineau, Pascal (dir.) *Le Vote clivé. Les élections présidentielle et législatives d'avril et juin 2022*, Presses Universitaires de Grenoble/UGA éditions, pp.153-164.

En 2022, le pouvoir d'achat avait dominé les préoccupations des électrices et électeurs du RN au premier tour des législatives. En 2024, le thème central de l'immigration redevient une priorité aux côtés de la sécurité. Cette évolution est à rapprocher, nous allons le voir, du glissement du centre de gravité de l'électorat RN vers la droite, de l'OPA réussie sur l'électorat Reconquête et de la capacité du mouvement lepéniste de mobiliser au-delà de sa base populaire traditionnelle. Les insécurités culturelles continuent de structurer profondément le vote RN : ses candidats aux législatives ont réuni en moyenne 59 % des suffrages chez les personnes qui adhèrent à l'idée selon laquelle « il y a trop d'immigrés en France » (ENEF V7).

La sécurité s'affirme enfin comme le troisième grand pilier du vote RN et a sans doute constitué un des enjeux cachés de la dynamique lepéniste à l'occasion des législatives. La multiplication de faits divers et des violences a contribué à nourrir un fort sentiment d'insécurité au sein de l'opinion. Interrogés en mars 2024, les Françaises et les Français estiment à la quasi-unanimité (92 %) que « l'insécurité a augmenté ces dernières années dans le pays » et 82 % adhèrent à l'idée d'un « ensauvagement d'une partie de la société ». Face à cela, 72 % des personnes interrogées disent « ne pas avoir confiance dans le gouvernement pour assurer leur sécurité face à la délinquance, aux cambriolages et aux agressions »<sup>8</sup>. Interrogés en juin 2024, 45 % des Françaises et des Français se disent favorables au rétablissement de la peine de mort ; chez ces derniers, les candidats du RN auront réuni en moyenne 50 % des voix (ENEF V7).

### **La lente construction d'un parti « attrape-tout » ?**

En 2024, l'enracinement du vote RN dans les milieux modestes s'est encore accru avec pas moins de 36 et 48 % des voix respectivement chez les employés et les ouvriers. Les candidats lepénistes ont également fortement progressé chez les personnes non-titulaires du baccalauréat avec 43 % des voix (Cf. Tableau 1).

Parallèlement, le vote d'extrême-droite a progressé chez les salariés du secteur public –à quasi-égalité avec ceux du privé–, dans les tranches moyennes-supérieures de revenus et chez les plus jeunes, réunissant un peu plus d'un quart des suffrages chez les moins de 35 ans. Rappelons que lors de la présidentielle de 2022, la candidate du RN avait fait des jeunes un de ses objectifs privilégiés, promettant notamment d'importantes exonérations d'impôts.

---

<sup>8</sup> <https://www.odoxa.fr/wp-content/uploads/2024/04/Barometre-securite-Odoxa-Fiducial-Le-Figaro-Mars-2024.pdf>

**Tableau 1. Sociologie comparée électorats RN aux législatives 2022 et 2024**

	<b>2022</b>	<b>2024</b>	<b>Evol.</b>
<b>Ensemble</b>	19	29	10
<b>Sexe</b>			
Hommes	20	30	10
Femmes	19	29	10
<b>Âge</b>			
18-24 ans	15	26	11
25-34 ans	18	25	7
35-49 ans	23	30	7
50-59 ans	26	37	11
60-69 ans	19	31	12
70 ans et plus	14	26	12
<b>CSP</b>			
Cadre	9	17	8
Profession intermédiaire	18	27	9
Employé	28	36	8
Ouvrier	38	48	10
Retraité	15	27	12
<b>Diplôme</b>			
Inférieur au bac	31	43	12
Baccalauréat	23	34	11
Bac+2	19	29	10
Bac +3 /+4	12	20	8
Bac+5 et plus	5	13	8
<b>Revenu mensuel net du foyer</b>			
Moins de 1 250 euros	23	30	7
De 1 250 à 1 999 euros	23	32	9
De 2 000 à 2 499 euros	20	28	8
De 2 500 à 3 449 euros	21	32	11
De 3 500 à 4 999 euros	14	28	14
5 000 euros et plus	12	21	9
<b>Catégorie d'agglomération</b>			
Rural (moins de 2.000 hab.)	23	35	12
2.000 à 9.999 hab.	23	36	13
10.000 à 49.999 hab.	20	32	12

50.000 à 199.999 hab.	21	27	6
200.000 hab.+ / Agglo. Paris	15	24	9

Source : Enquête électorale française (ENEF) : 2022 vague 12 et 2024 vague 7

A l'occasion des législatives de 2024, le RN a, surtout, poursuivi sa lente conquête des classes moyennes et de l'électorat sénior. Au premier tour des législatives, les candidats lepénistes ont réuni 27 % des voix auprès des professions intermédiaires, dans un électorat clé qui représente 16 % de la population, soit un poids comparable à celui des employés. Dans le détail, la formation de Jordan Bardella fait presque jeu égal avec la gauche du NFP chez les professions intermédiaires administratives de la fonction publique avec 33 % des voix et elle l'emporte auprès des professions intermédiaires administratives et commerciales du privé et des contremaîtres-agents de maîtrise avec respectivement 31 et 38 % des suffrages (ENEF V7).

Par son poids électoral –29 % de la population– et sa participation traditionnellement plus élevée, l'électorat sénior constitue un autre enjeu fondamental pour le parti de Marine Le Pen dans sa longue marche vers le pouvoir. En 2024, le RN a en partie rattrapé son retard : avec 27 % des voix auprès des retraités, la progression est de 12 points par rapport à 2022 et il y fait presque jeu égal avec les candidats d'Ensemble. Chez les retraités CSP-, le RN l'emporte largement sur tous ses concurrents et obtient jusqu'à 32 % des suffrages contre 22 % deux ans auparavant.

Ce succès tranche avec l'échec de Marine Le Pen à combler son déficit auprès des plus de 65 ans lors de la présidentielle de 2022. Dans un contexte fortement marqué à l'époque par les inquiétudes suscitées par la guerre en Ukraine, la candidate du RN n'avait recueilli que 14 % des voix dans cette tranche d'âge, soit un niveau similaire à celui de 2017.

Politiquement, enfin, la formation lepéniste s'installe durablement au cœur de l'espace de la droite : en 2022, les candidats du RN réunissaient 31 % des voix chez les Françaises et les Français qui disent se situer « à droite » sur l'axe idéologique (positions 6-10) ; en 2024, les candidats RN totalisent jusqu'à 47 % des suffrages au sein du peuple de droite, reflétant la percée du parti auprès d'un électorat plus conservateur, plus âgé et, pour partie, mieux doté économiquement.

## **Entre crédibilité et radicalité**

Cette nouvelle poussée du RN témoigne de la capacité du mouvement lepéniste de trouver un équilibre stratégique entre opposition radicale, d'une part, et crédibilité, d'autre part. Depuis son accession à la présidence de l'ancien FN en 2011, Marine Le Pen a fait de la recherche de ce point d'équilibre un objectif majeur de la « dédramatisation », oscillant en permanence entre un pôle de radicalité et une ambition de présenter son parti comme une alternative crédible de gouvernement.

Côté crédibilité, la normalisation progressive est visible dans les indicateurs d'opinion : réalisé fin novembre 2023, le Baromètre Vérion d'image du RN éclaire déjà le succès de la stratégie « veste et cravate » portée par Marine Le Pen. L'adhésion aux idées du RN progresse dans l'opinion (33 %) tandis que son image et seules 41 % des personnes interrogées considèrent encore que le parti de Jordan Bardella représente un danger pour la démocratie,

en recul de 17 points sur cet indicateur depuis 2018. Pour 43 % des enquêtés désormais, le RN est un parti capable de gouverner, le niveau le plus haut enregistré depuis 2011 <sup>9</sup>.

A l'occasion des législatives de juin 2024, le RN domine très largement ses concurrents en termes de crédibilité sur les questions relatives à l'immigration et à l'insécurité, deux de ses enjeux traditionnels, mais il prend également l'avantage sur la réduction de la dette et des déficits ou la défense du pouvoir d'achat. Le RN est en outre vu comme le parti qui « comprend le mieux les préoccupations des Français » et celui qui « a un programme clair pour le pays » (IPSOS Comprendre le vote 2024). En 2022, seules 28 % des personnes interrogées voyaient une majorité RN comme « une bonne chose » (IPSOS 2022) ; deux ans plus tard, ce sont 40 % qui disent souhaiter que le RN puisse remporter le plus de sièges (IPSOS 2024).

A cela s'ajoute enfin un pouvoir de coalition renforcé pour le parti de Marine Le Pen. En 2024, le RN a été capable d'attirer des personnalités issues de LR et de Reconquête. Dès le 11 juin, Éric Ciotti, président des Républicains, annonce son ralliement et ouvre une crise profonde au sein de LR, qui signe l'aboutissement de la dérive radicale d'une partie de la droite classique <sup>10</sup>; le 12 juin, ce sont plusieurs leaders de Reconquête, Marion Maréchal, Guillaume Peltier, Nicolas Bay et Laurence Trochu qui sont exclus du mouvement d'Éric Zemmour pour avoir proposé une alliance avec le RN ; le 14 juin, Debout la France annonce soutenir « l'union des droites ».

Le mouvement lepéniste continue d'incarner parallèlement la fonction tribunicienne traditionnelle de l'extrême-droite en France, qui lui permet en particulier de capitaliser depuis plusieurs années sur le mécontentement et le rejet du président de la République.

Au fil du temps, le RN s'est imposé comme principale force d'opposition à Emmanuel Macron. Interrogés fin 2023, 51 % des Françaises et des Français considèrent que le parti de Jordan Bardella « représente la principale opposition à Emmanuel Macron et à son gouvernement » contre 20 % pour la NUPES et 4 % seulement pour LR <sup>11</sup>.

En juin 2024, cette logique d'opposition a dominé le vote d'extrême-droite : plus des deux tiers (69%) des électeurs RN disent avoir voté « avant tout pour manifester leur opposition au président de la République et au Gouvernement », de loin le plus haut niveau, tous électors confondus <sup>12</sup>. Le vote RN demeure très fortement indexé sur le rejet du président de la République : les candidats lepénistes recueillent en moyenne jusqu'à 50 % des voix chez les personnes les plus mécontentes de l'action de l'exécutif et 41 % chez les enquêtés qui jugent que la démocratie fonctionne mal en France (ENEF V7).

---

<sup>9</sup> <https://www.veriangroup.com/insights/thought-leadership/barometre-politique-france/barometre-dimage-du-rassemblement-national-edition-2023>

<sup>10</sup> Cf. Ivaldi, Gilles (2024) The Populist Radical Right Turn of the Mainstream Right in France, in *The transformation of the mainstream right and its impact on (social) democracy*, Policy Study, Foundation for European Progressive Studies (FEPS), April, pp.80-93.

<sup>11</sup> <https://www.veriangroup.com/insights/thought-leadership/barometre-politique-france/barometre-dimage-du-rassemblement-national-edition-2023>

<sup>12</sup> Ipsos Talan, Élections législatives 2024, Comprendre le vote, 30 Juin 2024

## Le retour du front républicain

Fort de son score record de premier tour, le RN se qualifie dans 386 circonscriptions au second tour des législatives 2024 contre 208 en 2022 et à peine 120 en 2017. Les candidats ralliés au RN autour d'Éric Ciotti sont présents, eux, dans 55 circonscriptions. Au total, la formation lepéniste obtient 125 sièges –contre 89 élus en 2022–, auxquels viennent s'ajouter 17 sièges gagnés par ses alliés ciottistes.

Les régions du nord et méridionales fournissent une nouvelle fois les plus gros contingents d'élus RN. Les Hauts-de-France et le Grand Est donnent à la formation lepéniste 45 députés au total, dont 22 dès le premier tour ; le RN gagne également 41 sièges dans l'arc méditerranéen – Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie, confirmant le rééquilibrage opéré en 2022 et la correction du tropisme septentrional qui était apparu en 2017.

Face à la menace tangible d'une majorité d'extrême-droite, le parti de Marine Le Pen se heurte toutefois au second tour au retour d'un front républicain pourtant très affaibli lors de la séquence électorale de 2022. A l'époque, l'ambiguïté des principaux partis quant aux consignes de vote dans les duels face au RN avait laissé le champ libre au mouvement lepéniste localement. En juin 2024, face à la menace de l'extrême-droite, pas moins de 224 candidats décident de se désister, essentiellement à gauche et au sein du camp présidentiel <sup>13</sup>.

Le nombre de triangulaires chute de plus de 300 à 83 –dont 70 avec une présence du RN– tandis que le nombre de duels augmente mécaniquement de 188 à 417. Cette reconfiguration de second tour débouche sur des performances variables des candidats d'extrême-droite. Comme en 2022, ces derniers l'emportent plus facilement face à la gauche et gagnent 52 des 89 duels qui les opposent au NFP. Le RN continue d'être à la peine face à la droite et ne gagne que dans 9 cas sur 31 –il n'avait remporté que 2 de ses 31 duels lors des dernières législatives.

La réactivation du front républicain est la plus visible dans les circonscriptions où le RN affronte la majorité présidentielle : en 2024, le parti de Marine Le Pen ne l'emporte que dans 20 circonscriptions sur 130, là où, en 2022, le RN avait dominé les candidats macronistes dans la moitié des duels (53 sur 107). Les matrices de transferts de voix entre les deux tours attestent en particulier de la remobilisation à gauche : près des trois quarts (72 %) de l'électorat NFP se seraient ainsi reportés sur un candidat de la majorité face au RN et seuls 25 % se seraient abstenus en juin 2024 <sup>14</sup>; deux ans auparavant, un quart (24 %) des électeurs de la NUPES auraient choisi le candidat d'extrême-droite et près de la moitié (45 %) auraient à l'époque trouvé refuge dans l'abstention (Enquête Harris Interactive-Toluna-M6-RTL).

Au final, le jeu combiné des désistements et du front républicain aura représenté un défi important pour le RN. En 2022, ce dernier avait progressé en moyenne de plus de 20 points entre les deux tours ; en juin 2024, la formation de Jordan Bardella fait le plein des voix dès le

---

<sup>13</sup> [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/07/02/legislatives-2024-pour-faire-barrage-au-rn-195-candidats-et-candidates-se-sont-deja-desistes-suivez-le-decompte-en-temps-reel\\_6245837\\_4355771.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/07/02/legislatives-2024-pour-faire-barrage-au-rn-195-candidats-et-candidates-se-sont-deja-desistes-suivez-le-decompte-en-temps-reel_6245837_4355771.html)

<sup>14</sup> [https://www.bfmtv.com/politique/elections/legislatives/resultats-legislatives-2024-comment-les-reports-de-voix-ont-permis-au-front-republicain-de-s-imposer\\_AV-202407070543.html](https://www.bfmtv.com/politique/elections/legislatives/resultats-legislatives-2024-comment-les-reports-de-voix-ont-permis-au-front-republicain-de-s-imposer_AV-202407070543.html)

premier tour avec 28,8 % des exprimés en moyenne dans les circonscriptions où elle est en compétition mais ne progresse que de 5,9 points au tour décisif.

Les reconfigurations de second tour auront également privé le RN d'un nombre important de triangulaires dans lesquelles il pouvait espérer l'emporter, en particulier dans les circonscriptions où il avait viré en tête à l'issue du premier tour. Sur la base des performances effectives du mouvement lepéniste en juin 2024, on peut estimer des gains théoriques de l'ordre de 80 sièges supplémentaires dans les 132 triangulaires où ce dernier avait dominé le premier tour avec des chances sérieuses de l'emporter.

## **Une longue marche vers le pouvoir**

Les élections législatives de juin 2024 ont mis en lumière les forces mais aussi certaines des faiblesses du Rassemblement national. Les résultats du scrutin sont incontestablement venus couronner la réorientation stratégique du parti sous l'égide de Marine Le Pen, mais ce dernier s'est heurté une nouvelle fois à la levée du front républicain face à la menace devenue tangible d'une majorité d'extrême-droite à l'Assemblée nationale.

Pour le RN, donc, la séquence électorale de 2024 s'achève sous forme de paradoxe : s'il apparaît aujourd'hui comme une force politique plus que jamais hégémonique à droite, le mouvement conduit par Jordan Bardella souffre encore de son déficit de crédibilité gouvernementale et d'une image d'extrême-droite dont la désormais fameuse « dédramatisation » ne lui a pas encore tout à fait permis de se départir.

Dans la longue marche qui le conduira jusqu'à l'élection présidentielle de 2027, le RN demeure confronté à la difficile équation d'incarner à la fois une opposition radicale et une alternative crédible de gouvernement. Trois grands défis se dessinent.

Cette recherche d'un équilibre stratégique imposera tout d'abord au parti lepéniste de stabiliser et de consolider une offre programmatique encore trop hétérogène et volatile, en particulier s'il veut pouvoir achever sa conquête de l'électorat de droite. Il lui faudra, en second lieu, travailler au renforcement de son organisation et au renouvellement de ses élites intermédiaires, pour sortir notamment des milieux de l'extrême-droite qui constituent encore son principal vivier de recrutement localement. Il lui faudra enfin répondre à la délicate question du leadership présidentiel face au « vieillissement » politique de Marine Le Pen (mais aussi face à son procès et à son risque d'inéligibilité) et à l'échec relatif de Jordan Bardella d'incarner cette nouvelle génération frontiste capable de mener le RN au plus haut sommet du pouvoir.